

## LE LIVRET A

# Pour financer les entreprises d'armement en France !

**Début novembre 2023, la presse a annoncé que l'État avait intégré dans le Projet de Loi de Finances pour 2024 un amendement (n°II-575) pour que les ressources du livret d'épargne (livret A) et du Livret de Développement Durable et Solidaire (LDDS) puissent financer les entreprises de l'industrie de défense : un vrai détournement de fonds.**

**C**e projet de loi de finances<sup>1</sup>, avec cet amendement, a été imposé par le gouvernement Borne – Macron le 7 novembre 2023 en utilisant l'article 49.3 pour la 16<sup>ème</sup> fois (depuis la prise de fonction d'E. Borne).

Le livret A et le LDDS comptent parmi les moyens d'épargne privilégiés par les Français : selon la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC), c'est 550 milliards qui ont été collectés au 31 août 2023.

Actuellement, tout cet argent ne va pas au logement social ; seulement 42 % environ des sommes collectées y sont affectés. 60 % sont centralisés à la CDC et sont répartis pour 70 % au logement social et pour 30 % aux investissements dans les entreprises françaises. Les 40 % restants « sont employés (...) au financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME), notamment pour la création et leur développement... » (article L.221-5 du Code monétaire et financier). L'amendement permet d'assigner ces 40 % au financement des PME de l'industrie de défense française. Ces 40 % représentent 220 milliards d'euros qui viennent ainsi s'ajouter aux 413 milliards promis par le gouvernement aux armées sur les six ans à venir !

Rappelons ici que le soi-disant déficit de la Sécurité Sociale est de 8,8 milliards en 2023 et que le soi-disant déficit des régimes de retraites serait selon le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) de 5 à 8 milliards d'euros dans les années à venir... Une infime partie des centaines de milliards distribués à l'Armée pour tuer suffirait pour soigner et protéger les citoyens les plus fragiles.

## Rien ne justifie ce hold up !

L'état du logement en France et plus particulièrement du logement social est déplorable. Le nombre de personnes à la rue, sans domicile fixe, est de 330 000 au début de cette année 2023 : il a doublé en 10 ans (Fondation abbé Pierre). En 2022, 371 000 logements ont



été construits (statistiques INSEE publiées le 07 juillet 2023) alors que deux nouvelles études (de l'École supérieure de commerce de Paris et de l'Institut Thomas-More) indiquent qu'une moyenne située entre 395 000 et 450 000 logements devraient être construits chaque année.

A côté de cela, l'armée française collecte et dépense des milliards d'euros chaque année. La liste des OPEX (Opérations Extérieures des forces armées françaises) est longue, quel que soit le gouvernement en place. Depuis le règne de Macron en 2018, ce sont des interventions en Syrie, au Mali, dans le golfe persique, dans la méditerranée, au Liban, en Afghanistan, au Mozambique, en Roumanie, en Europe (Antarès), dans l'océan Indien et le golfe persique, au Niger, au Tchad, en Ukraine bien sûr, dans plusieurs pays d'Europe de l'est (Wikipédia : liste des opérations militaires).

Sur le territoire national, ce sont des interventions brutales des gendarmes, policiers et autres forces armées qui mutilent et tuent des personnes qui manifestent pour leur survie (France métropolitaine : Gilets Jaunes, réforme des retraites, Nahel..., en Martinique, en Guadeloupe, en Nouvelle-Calédonie).

Localement, les avions militaires continuent inlassablement de manœuvrer au-dessus de Besançon plusieurs fois par semaine depuis des années tôt le matin jusqu'à tard le soir : une heure de vol d'un avion Rafale représente le salaire net d'une infirmière pendant un an (source : rapport n°251 rédigé à l'occasion du débat portant sur le projet de Loi de finances initiale 2013 qui évoque le chiffre de 27 000 euros/h).

## De cette société-là, on n'en veut pas !

Manifestons collectivement notre désaccord sur ce détournement de fonds. Une fois de plus, la politique de ce gouvernement est contraire à nos intérêts, contraire à la Paix et à la justice sociale.

Exigeons que la totalité de l'argent collecté soit affecté à la construction et au logement social, en particulier aux logements d'urgence pour les sans-abris et l'accueil des réfugiés et des immigrés.

Patrick Ladier

<sup>1</sup> Voir l'article « Le livret A va financer l'industrie de défense » paru le 8 novembre 2023 dans Les Échos - [www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr)